

Chine-Asie : l'Internet en 2006¹

Rémi Perelman, Asie21-Futuribles, 09/2006-01/2007

Si l'on considère les chiffres², quatre pays d'Asie tiennent la palme au regard de la proportion de la population disposant d'une connexion à l'Internet (internauts dans ce qui suit) : Le Japon, la Corée du Sud, Singapour et Taiwan, dont le taux de pénétration (supérieur à 60 % et proche de 70 % selon les pays, voir annexe) est du même ordre que celui des Etats-Unis (68,7 %, soit 19,7 % de la population mondiale), nettement supérieur à celui de l'Union européenne comprise comme un ensemble (22,9 % en 2000, 49,8 en 2006 avec 230,4 M d'internautes).

Cinq autres pays suivent, avec un taux de pénétration inférieur à 50 % mais supérieur à 10 %. Il s'agit de Brunei, Malaisie, Mongolie, Thaïlande et Vietnam.

Enfin, bien qu'avec un taux (à peine) inférieur à 10, mais avec la seconde population d'internautes au monde et une situation politique spécifique, la Chine mérite une attention particulière. C'est l'objet principal de cette note.

La forte croissance de l'utilisation de l'Internet en Asie, 245 % d'augmentation entre 2000 et 2006 (ensemble du monde : 201 %) et notamment celle enregistrée en Chine (446 %) laisse entrevoir que la *lingua franca* de la Toile qu'est aujourd'hui l'anglais pourrait se voir concurrencée, voire supplantée par le mandarin. Dès 2003, un quart des langues qui s'exprimaient sur l'Internet étaient asiatiques. Huit économies constituent le cœur du système asiatique : l'Australie, la Chine, Hong Kong, l'Inde, le Japon, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan, huit pays qui allient une forte croissance et un fort développement technologique. L'observation de l'utilisation de l'Internet montre que celle-ci s'accroît lors des crises : SRAS³, guerre d'Irak..., et ce aux dépens des moyens traditionnels d'information, journaux, radio ou télévision, moins rapides et au contenu considéré comme moins riche.

Il convient de remarquer que l'accès individuel à l'Internet est conditionné par le taux d'alphabétisation, la possession d'un ordinateur et l'existence d'une ligne téléphonique⁴, trois facteurs dépendant du niveau de développement humain du pays, du niveau de vie (l'ordinateur restant une acquisition coûteuse, auquel il faut ajouter le coût de l'abonnement) et de son équipement. En Thaïlande par exemple, si l'on comptait 2,27 millions d'utilisateurs en 2001 (8,42 aujourd'hui), 78,5 % accédaient au réseau depuis leur école ou université, leur entreprise ou d'un cybercafé ou encore dans un cadre associatif et seulement 21,5 % de leur domicile.

Internet en Chine

Chiffres : 2.000 utilisateurs⁵ en 1993, 137 millions en 2006 (10,5 % de la population,), soit près du tiers des internautes asiatiques (34,6 %) et 13,1 % de la population mondiale, avec une croissance de 497,5 % entre 2000 et 2006, selon le Centre d'information chinois sur l'Internet. (Le Monde)

Mais dans la région administrative spéciale de Hong Kong, le taux de pénétration est de 69,2 %, comparable à celui du Japon, de Corée ou des États-Unis, tandis qu'il n'est que de 41,0 % dans celle de Macao. En nombre d'internautes, la Chine vient en second après les États-Unis (207,2 M, 69,3 %).

¹ Sources : Asia Times (25/12/2003 ; 06/02/2004; 18/02/2004; 23/04/2004; 20/07/04; 08/12/2004; 15/12/2004 ; 02/03/2005; 31/08/2005 ; 22/09/2006) ; ChinaTechnews.com, mai 2004 ; BBC News (08/03/2005) ; Le Monde (02/06/04, 14-15/08/05, 24/01/07). Divers documents : US Congressional Internet Caucus Advisory Committee (20/11/2003) ; SOI (School on the Internet Project); International Telecommunication Union (2002); Nanyang Technological University, Singapore (1996) ; Ambafrance Pékin (2005) ; Reporters sans frontières ; Human Rights Watch ; Qualcomm/Asian Internet ; Internet World Stats (18/09/2006) ; World Internet Usage Statistics (10/09/2006); L'Observateur de l'OCDE.

² Ces chiffres, d'Internet World Stats, www.internetworldstats.com, datent de septembre 2006.

³ Le SRAS a en outre, de peur de l'épidémie, maintenu nombre d'internautes chinois chez eux, utilisant le Net pour passer commande, rédiger le courrier et jouer sur leurs écrans, trois applications qui ont augmenté à la fois le nombre d'utilisateurs et le volume des échanges en 2003.

⁴ Encore que cette dernière condition soit de plus en plus relative du fait de la diffusion croissante des modes sans-fil, 3G, WiFi, WiMax ou Wibro.

⁵ Le gouvernement chinois définit comme « utilisateur » une personne qui utilise Internet au moins une heure par semaine.

Fin 2003, le nombre de sites enregistrés en .cn était de près de 600.000⁶, dont 30 % concentrés dans les agglomérations de Pékin, de Shanghai et dans le Guangdong.

Les deux faces de l'Internet en Chine : expansion et répression

Pour la Chine, Internet est d'abord un instrument de la croissance du pays, destiné à accompagner et à accélérer le développement économique. Comme tel, il est activement promu et doté des meilleures infrastructures. Ainsi le plus large réseau Internet IPv6⁷ du monde a été lancé en décembre 2005 pour faciliter l'enseignement à distance. Avec un tel réseau, le projet Cernet-2 relie 25 universités dans une vingtaine de villes, il a été développé pour des applications dans le domaine de la recherche et de l'éducation, en utilisant des technologies chinoises.

Plus généralement, comme dans le reste du monde, l'Internet joue son rôle entier dans les différentes activités, qu'il s'agisse des pratiques administratives (au bénéfice de la centralisation), de l'activité économique en améliorant le fonctionnement des entreprises ou en rendant possible le commerce en ligne⁸, de la formation ou de la modernisation de l'armée.

Mention spéciale doit être faite de l'univers du **jeu en ligne**. On se situe précisément là à cheval sur les deux versants de « l'opium du peuple » et du négoce. L'internaute moyen passe plus de 11 heures par semaines à jouer. Le seul site OurGame.com enregistre 10 millions de joueurs par semaine, avec un pic de simultanéité de 320.000, ce qui lui permet, outre l'abonnement mensuel des joueurs, de l'ordre de 4 dollars, de disposer d'une manne publicitaire provenant des annonceurs. Un autre site de jeux, Shanda, mis en ligne en 1999, affiche 170 millions de joueurs enregistrés. La création de jeux en ligne, inscrite dans le « Programme des 863 projets de haute technologie », reçoit un appui officiel avec les ministères respectivement chargés de l'éducation et de la science à l'occasion de l'organisation de la *China Digital Entertainment Expo Conference*. Il est à remarquer que 70 % du marché chinois des logiciels de jeux sont pris par la Corée du Sud, notamment le fameux "Legend of MIR II", un jeu de rôles à joueurs multiples – plusieurs milliers d'entre eux peuvent jouer simultanément - très apprécié en Chine (loué 8 \$ par mois). La Corée dispose d'une avance du fait de l'existence d'un réseau à très haut débit nécessaire pour convoyer des jeux sophistiqués. La Chine constitue un réservoir considérable d'utilisateurs de ces produits, notamment dans les cybercafés et lors de compétitions. Ces pays forment ainsi deux pôles complémentaires. Les marges bénéficiaires sont plus importantes pour les jeux en ligne que pour toute autre activité.

Mais pour un régime fondé sur le contrôle de l'opinion, Internet n'est pas une technologie comme une autre. L'usage du réseau est étroitement réglementé. A la différence avec l'Occident, où Internet est synonyme de liberté (accès, expression...) le réseau chinois, tout comme l'ensemble des médias, presse écrite ou radiotélévisée, est sous contrôle (« contrôle parental » pourrait-on dire)⁹ : plus qu'à l'Internet, le réseau est en passe de devenir un véritable intranet.

La Chine vient en tête des pays où la censure, d'abord inexpérimentée à l'égard d'une technologie de l'information capable de se glisser partout dès lors que l'on dispose d'une ligne téléphonique, a progressivement gagné en efficacité et ce, à tous les niveaux : routeurs¹⁰, fournisseurs d'accès, courrier électronique, blogs et forums de discussion. Les dispositifs employés corsètent le système sans cependant l'étouffer. Énumérons-les.

⁶ Chiffre du gouvernement *China Internet Network Information Center (CNNIC)*, peut-être surévalué.

⁷ Il s'agit de la norme avancée Internet Protocol Version 6 - élaborée afin de procurer un ensemble d'adresses Internet quasi illimité (le système utilisé à ce jour, IPv4, est limité à 4 milliards d'adresses IP) et de permettre de réduire la taille des tables de routage - offrira des débits allant de 2,5 à 10 Gbits/s.

⁸ Cette activité, aussi florissante que dans le reste du monde, devrait atteindre le chiffre de 6,5 milliards de dollars en 2007. Mais les sites concernés ne doivent pas offrir des « produits subversifs » - catégorie qui comprend aussi bien des livres de dissidents chinois que du matériel pornographique.

⁹ C'est en novembre 2004 que certains hauts responsables du service de la propagande, réunis à Zhengzhou, capitale du Hénan, après avoir fait le constat que l'Internet était utilisé pour attaquer le gouvernement et le Parti ont décidé de reprendre les médias en main, mettant fin à la lune de miel dont ils avaient profité après le départ de Jiang Zemin de la présidence de la Commission militaire centrale, en septembre 2004.

¹⁰ Un **routeur** est un équipement d'interconnexion de réseaux informatiques permettant d'assurer le routage des paquets entre deux réseaux ou plus afin de déterminer le chemin qu'un paquet de données va emprunter.

- A la base, le filtrage¹¹ et le blocage de pages jugées inopportunes ou de requêtes concernant certains mots. Il s'agit tout particulièrement des sujets suivants : 1) la politique régionale - Tibet, Taiwan... ; 2) la religion - Falun Gong... ; 3) le tourisme à l'étranger ; 4) les questions de santé publique - Sida... ; 5) divers - les droits de l'homme.... Le contrôle s'applique aussi bien au courrier électronique qu'au contenu des pages du Web. L'efficacité croissante des systèmes de filtrage a permis d'éviter que par suite de blocages intempestifs (erreurs, manque de précision dans les méthodes de filtrage), certaines pages parfaitement innocentes au regard de la vigilance d'État soient bloquées comme cela a été le cas il a quelque temps. Le filtrage est ainsi passé du blocage de sites entiers au blocage des seules pages « condamnables ».
- Si l'investissement étranger dans les technologies de l'information est autorisé, les entreprises de contenus sont tenues de signer un accord avec l'Association chinoise de l'Internet pour s'engager à « ne pas produire de documents nuisibles à la sécurité nationale et à la stabilité - sociale ». Ils sont ainsi responsables des espaces d'expression de leurs utilisateurs (forums de discussion, blogs). Des sociétés aux noms illustres comme Microsoft, Google, Yahoo and Skype se sont toutes pliées aux exigences de la Chine.
- Le ministère de la culture impose ses standards et crée les logiciels utilisés dans les cybercafés. Shanghai, avec 110.000 ordinateurs équipés du système, dans plus de 1300 cybercafés a été la ville test pour ce projet. Les autorités auraient déclaré vouloir ainsi empêcher les mineurs d'accéder aux sites pornographiques (ChinaTechnews.com, mai 2004).
- Modification du nom de domaine de serveurs délivrant des informations sur des sujets sensibles. La création de sites est encadrée. A partir du 30 juin 2005, chaque site a été contraint de se faire enregistrer. Ceux qui ne le sont pas ont été fermés.
- Les fournisseurs d'accès à Internet, les responsables de portails et de moteurs de recherche et de cybercafés sont garants de la conformité du contenu qu'ils contribuent à délivrer aux utilisateurs. Les cybercafés, qui peuvent offrir jusqu'à plusieurs centaines d'écrans à leur clientèle, sont tenus d'avoir une licence. Pour éviter le risque de fermeture en cas de non-respect de la réglementation, ce qui a été le cas de 16 000 d'entre eux entre mars et juin 2004 (47.000 sur l'année), leurs responsables font procéder à la surveillance du contenu des écrans par leurs propres agents et par des caméras. Bien plus, depuis cette année, les cybercafés de Pékin sont tenus de mettre en place un logiciel de surveillance qui communique en temps réel à l'administration en charge du contrôle de l'Internet le nom de l'utilisateur, son numéro d'identification et le contenu consulté en ligne. Le pouvoir favorise la fréquentation des cybercafés car plus faciles à surveiller que la consultation à domicile. Dans ceux de Shanghai, l'enregistrement du numéro de carte d'identité est nécessaire avant de pouvoir se connecter. Selon l'agence de presse Chine Nouvelle, s'inquiétant du temps que les jeunes Chinois passent sur Internet, les autorités chinoises ont interdit l'ouverture de ces cafés à proximité des écoles. Une campagne de 2 mois visant à éradiquer les publicités mensongères via le courrier électronique ou la messagerie des téléphones portables a été également lancée.
- L'instauration d'une « cyberbrigade », forte de trente mille agents en 2005, selon l'organisation Human Rights Watch, chargée de la surveillance réseau et notamment du contenu des forums de discussion et des blogs. Les systèmes de censure sont désormais automatisés : il suffisait de quelques minutes dès 2005 pour censurer une opinion indésirable, au lieu d'une demi-heure 18 mois auparavant. Certes, le contournement se pratique, mais, de plus en plus difficilement. Non seulement le contenu jugé subversif ou « illégal » ne circule plus sur le Net, mais son auteur est poursuivi. Loin du débordement des autorités par la masse des internautes - ce qu'espéraient initialement les activistes – le contrôle du débat politique se

¹¹ Le **filtrage** des connexions à l'Internet consiste à analyser, d'une part les requêtes des clients, d'autre part les réponses des serveurs. Lorsque le filtrage est réalisé en comparant la requête du client à une liste de requêtes autorisées, on parle de *liste blanche*, lorsqu'il s'agit d'une liste de sites interdits on parle de *liste noire*. Enfin l'analyse des réponses des serveurs conformément à une liste de critères (mots-clés, ...) est appelé *filtrage de contenu*.

fait plus efficace même que dans la vie réelle. L'autocensure agit pour amplifier le mouvement.

- **La prochaine étape** devrait consister à déconnecter les internautes chinois du « World Wide Web » en transformant le réseau intérieur en un véritable **intranet**¹² géré par l'État, grâce à l'instauration d'un serveur de domaines de niveau supérieur¹³ en langue chinoise. Rappelons qu'un intranet est un ensemble de services Internet internes à un réseau local, c'est-à-dire accessibles uniquement à partir des postes d'un réseau local, ou bien d'un ensemble de réseaux bien définis et invisibles (ou inaccessibles) de l'extérieur. NB. La Chine n'est reliée au réseau mondial que par 9 « entrées ».

La maîtrise du système semble donc totale ou en voie de l'être, cependant, la situation n'est pas si simple, car Internet constitue un maillon de la régulation socio-politique en permettant la remontée d'informations politiquement sensibles depuis la base (SRAS, l'actualisation du régime des asiles pour nécessiteux...), même si ceux qui soulèvent la question sont punis. Ce rôle d'écoute répond au mot d'ordre de Hu Jintao « le peuple d'abord », qui, en 2004, a desserré l'emprise sur les médias voulue par son prédécesseur. Ceci rappelle la fin des années 70, lorsque Deng Xiaoping appelait le peuple de Pékin à s'exprimer sur le « Mur de la démocratie ». Mais en même temps, Internet permet de mettre en évidence l'incompétence, abus de pouvoir, conflits d'intérêt, malversations ou corruption de membres du Parti, en infraction à ses règles ou à la législation, alors qu'ils sont supposé être, selon la formule stéréotypée, les « diligents serviteurs du peuple ». Ce subit accès à la liberté d'expression ayant engendré un déluge de mises en cause et, par contrecoup, a suscité un débat au sein de l'équipe dirigeante. Les partisans de Hu Jintao estimant que la critique permettait de mieux connaître la réalité des situations et qu'en retour, par la même voie, il était préférable de redresser telle information déformée ou telle attaque injuste que d'imposer le silence. Les alliés de Jian Zemin restés dans les allées du pouvoir, quant à eux, notaient que les mauvaises nouvelles couraient plus rapidement que les bonnes et qu'il en résultait un tableau général plus noir que de raison, susceptible en éloignant les investisseurs étrangers, de porter tort à l'effort de développement.

La Chine gagne ainsi pour l'instant son pari stratégique de faire de l'Internet une technologie duale, capable d'accompagner le développement tout en restant sous le contrôle du parti communiste. Dans cette perspective, rien n'empêche d'imaginer un scénario à la Big Brother où la Toile chinoise, déconnectée du réseau mondial servirait à modeler les esprits dans le sens voulu par le pouvoir de Pékin. Rien ne l'a empêché de mettre sous les projecteurs du réseau l'incident du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade par l'aviation de l'OTAN en 1999 et d'en faire un puissant résonateur à visée nationaliste pour l'ensemble du pays. Rien ne l'empêche de masquer telle situation ou tel événement déplaisants pour le pouvoir par un rideau de fumée préparé en officine. Rien ne l'empêcherait de fabriquer des forums, les *chat rooms*, et de multiplier des blogs destinés à faire passer les mots d'ordre officiels (propager des « messages politiques positifs », la ligne du Parti...) jusqu'au fin fond des campagnes, sans craindre les réactions de la base, jugulées dès leur éclosion, ou les idées délétères venues de l'extérieur, bloquées aux frontières, à l'instar des barbares devant la Grande Muraille. Outil de liberté dans le reste du monde, appareil d'asservissement dans l'Empire du milieu. Il en va de même avec l'Internet comme il en a été avec la télévision dans certains pays totalitaires, où le pouvoir facilitait l'acquisition des récepteurs destinés à répandre la voix du maître. La Chine accélère l'exécution de sa « Route électronique de la Soie » destinée à desservir l'ensemble de la population, tâche immense puisqu'elle en concerne 90 %.

Si la répression de l'usage considéré comme subversif d'Internet soulève l'indignation à l'extérieur au nom de la liberté et de la démocratie et suscite une floraison d'articles¹⁴, il n'empêche que l'Internet s'est rapidement implanté en Chine et s'y développe en y rendant (presque) tous les services que l'on attend de lui. Bien que largement concentré dans les provinces maritimes, l'accès à

¹² Voir annexe.

¹³ La structuration du **système DNS** (*Domain Name System*, Système de nom de domaine) s'appuie sur une structure arborescente dans laquelle sont définis des domaines de niveau supérieurs (TLD, pour *Top Level Domains*), rattachés à un noeud racine représenté par un point : il existe 13 noeuds racine dans le monde.

¹⁴ La requête « *Internet access in China* » révèle l'existence de 52 600 000 pages, 40 % des 100 premiers résultats sont consacrés à cet aspect répressif.

l'Internet a connu une croissance exceptionnelle. Une étude de l'Académie chinoise des sciences sociales menée en 2002 et 2003 dans douze villes et cinq villages montre que le potentiel de développement d'Internet est aussi élevé dans les zones rurales qu'en ville, lié au besoin de mener des transactions en ligne autant qu'au souhait de disposer d'informations actualisées : au total le désir de rompre l'isolement des campagnes. Cependant, l'internaute chinois type est pour l'instant un célibataire éduqué¹⁵ d'entre 15 et 35 ans, intéressé plus par la discussion et le jeu en ligne que par le commerce, la lecture du courrier, la recherche de contenus interdits ou l'expression politique.

Par contre, Internet comme instrument de développement économique ne connaît pas de frein. Hong Kong a opté très précocement pour le commerce électronique, car il souhaitait préserver sa position et sa compétitivité dans l'économie mondiale. Les autorités ont pris l'initiative d'encourager l'utilisation des nouvelles technologies pour que le Territoire conserve sa position de plaque tournante régionale pour la zone Asie-Pacifique, et de point d'entrée commercial et financier donnant accès au marché chinois. Les activités de commerce électronique devaient, estimait-on en 2001, représenter 70 milliards de dollars US en 2004, ce qui classerait Hong Kong dans les dix premiers au hit-parade des pays offrant les conditions les plus propices au commerce électronique établi par *l'Economic Intelligence Unit* de Londres. Le 16 février 2006, « l'entrepôt de données¹⁶ » *GS1 HK Data Pool*, certifié GDSN (*Global Data Synchronisation Network*), était officiellement lancé, permettant aux entreprises de Hongkong et de la région du *Pan Pearl River Delta* (PPRD) d'échanger des « informations produits » correctes et conformes aux standards GS1 avec leurs partenaires du monde entier.

Ainsi paré, le gouvernement chinois ne semble plus craindre les dommages collatéraux que l'usage de l'Internet pourrait provoquer sur le plan politique, qu'ils proviennent de la société civile ou d'une stratégie délibérée du monde extérieur pour convertir les citoyens chinois à la démocratie occidentale, tout en en tirant le meilleur parti pour le commerce.

La Chine est en train de défier l'opinion répandue selon laquelle l'Internet est l'instrument irrépensible de la démocratisation. Ceci étant, arme à double tranchant, il contribue au développement général du pays et peut en améliorer la gouvernance tout autant que renforcer l'enfermement mental de la population. Il faudra attendre pour voir se lever cette lourde incertitude.

La question se pose de savoir si le régime en place à Pékin sera toujours capable de contrôler les modes de communication décentralisés (Internet, téléphone mobile notamment¹⁷) et d'assurer le développement continu du pays sans permettre la libre parole de ses citoyens. La question est centrale lorsque subsistent encore et pour longtemps de graves déséquilibres sociaux et géographiques. Les dirigeants en sont bien conscients et font tout pour éviter la coalescence des mécontentements qui s'expriment sporadiquement, en combattant tout facteur susceptible d'amorcer un réseau capable, à terme de devenir un contre-pouvoir : Falun Gong¹⁸, le catholicisme de l'église souterraine (celle qui, à la différence de l'Église patriotique, fait obéissance à Pékin et relève de Rome¹⁹)

¹⁵ La moitié des internautes ont un niveau universitaire.

¹⁶ Le GS1 HK Data Pool est l'un de 26 entrepôts de données certifiés GDSN au monde. Il ouvre la voie vers une collaboration internationale plus efficace entre les fabricants et leurs partenaires de distribution, améliorant ainsi les processus métier pour des biens et services provenant du monde entier. L'entrepôt de données permet aux partenaires commerciaux d'échanger avec leurs partenaires du monde entier des données cohérentes en prenant appui sur les standards communs du GTIN (*Global Trade Item Number* ou code article international) et du GLN (*Global Location Number* ou code lieu-fonction international).

¹⁷ A la fin 2005, la Chine, avec 376 millions de postes, représentait presque autant que l'Union Européenne (380 millions) et presque deux fois plus que les États-Unis. Mais les statistiques de trafic montrent que mensuellement un abonné de l'Union Européenne dépense environ quatre fois plus qu'un abonné chinois, autour de 30 € par mois contre environ 8 (René Wallstein & Alexandre Cotarmanac'h Echevarría, *Vers une généralisation de la communication sans fil*, "La science au présent 2007", Universalis).

¹⁸ Mouvement spirituel chinois, qui en 1992 comptait environ 80 millions de pratiquants de toutes conditions et de tous âges (notamment des membres du PC chinois). Combattu férocement par le PCC depuis 1999, comme organisation sociale concurrençant le PCC.

¹⁹ Cependant, le journal *La Croix* du 29 juin 2005 annonçait la nomination, avec l'agrément explicite du Saint-Siège, de Mgr *Joseph Xing Wenzhi*, appelé à succéder à la fois à l'évêque *officiel* et à l'évêque *clandestin* de Shanghai.

La censure de la Toile dans certains autres pays d'Asie²⁰

L'efficacité de la censure chinoise du réseau inspire certains des pays de la région à régime autoritaire : le Vietnam et la Birmanie en premier - tous deux n'auraient rien à envier à la Chine -, mais aussi, bien que dans une moindre mesure, la Thaïlande, Singapour et le Pakistan. Dans la mise en place d'un contrôle aussi rigoureux que la Chine, on trouve Cuba et l'Ouzbékistan et dans une moindre mesure l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Au **Vietnam** comme en Birmanie, le degré de sophistication du contrôle de l'information en ligne semble être parvenu à un sommet, en réussissant notamment à filtrer les sites « anonymes », conçus - en principe -, pour permettre à leurs utilisateurs d'échapper à la vigilance des pouvoirs publics. Une dizaine de Vietnamiens ont été arrêtés pour avoir mené des activités perçues comme politiques et 7 d'entre eux purgent des peines de prison. Le Vietnam est en train de réaliser l'objectif d'un intranet national avec un serveur en langue vietnamienne.

L'Internet n'existe pas en **Corée du Nord**. Certains privilégiés ont cependant accès à la Toile grâce à des communications internationales, également interdites dans ce pays, le plus fermé du monde. Il n'existe aucun fournisseur d'accès, ni même un serveur permettant de faire transiter les messages électroniques à l'intérieur du pays. Toutefois, le régime de Pyongyang a pris le soin de développer sa présence sur le Web et des sites officiels nord-coréens existent, mais sont hébergés à l'étranger, notamment au Japon. L'agence de presse de Corée du Nord diffuse ainsi vers l'étranger la propagande du régime.

Pour sa part, la **Birmanie** a longtemps bloqué l'accès aux deux fournisseurs de courrier électronique que sont Yahoo et Hotmail, ainsi que temporairement, G-mail et G-Talk Service, au moment de la date anniversaire d'Aung San Suu Kyi. Dans ce pays, toutes les interrogations aboutissent sur l'intranet national. Dès lors qu'un « intranet national » est mis en place, il n'est plus possible de le contourner, notamment par des serveurs proxy²¹.

A **Singapour**, les premiers dispositifs de censure sur la Toile datent de 1995.

Il convient de noter que la mise en place de ces systèmes de contrôle hautement sophistiqués sont tous issus de l'industrie informatique occidentale, des plus connues (Microsoft...) à d'autres, qui le sont moins comme l'Américain Fortinet, qui a travaillé pour la junte birmane. Quant au Vietnam, l'aide occidentale est très probable, mais n'a pas été identifiée.

Quelques données sur l'Internet dans différents pays d'Asie

Japon

Chiffres : 86,3 millions d'utilisateurs en 2006 (67,2 %), soit près du cinquième des internautes asiatiques (21,9 %), avec une croissance de 83,3 % entre 2000 et 2006.

Le Réseau SOI Asia (School on the Internet Asia Project) a été conçu pour faire bénéficier, grâce à l'Internet par satellite, les universités asiatiques des compétences universitaires japonaises (principalement Keio University²², Tokyo University of Fisheries and Marine Science, Agricultural Department of Tohoku University, Japan Advanced Institute of Science and Technology et le WIDE Project²³). Domaines traités en 2005 : sciences de la mer, biologie et technologies de l'information). 21 universités étrangères au Japon adhèrent au réseau : 5 en Indonésie, 4 en Thaïlande, dont l'Asian Institute of Technology, 2 en Malaisie, aux Philippines et au Cambodge, 1 en Birmanie, au Bangladesh, au Laos, en Mongolie, au Népal et au Vietnam.

Singapour

²⁰ Asia Times, 22/09/2006 : *A quantum leap in censorship*. Cet article relate les constatations relevées par OpenNet Initiative, une recherche coopérative menée par les universités d'Harvard, Cambridge et Oxford.

²¹ Un **serveur proxy** est un serveur "mandaté" par une application pour effectuer une requête sur Internet à sa place.

²² Keio dispose d'une connection Ipv6 1Gbps et d'une antenne satellitaire d'une capacité d'émission de 9Mbps.

²³ **WIDE**, (Widely Integrated Distributed Environment) established in 1988 is a joint industry, government and academia research consortium that promotes the research and development of Internet technologies. Over 100 corporations and 40 universities are currently involved in the WIDE Project, partaking in a wide array of research and development activities concerning the next generation Internet technologies

Chiffres : 2,42 millions d'utilisateurs en 2006 (67,2 %), avec une croissance de 101,8 % entre 2000 et 2006.

Un développement s'imposerait ici pour évoquer les ambitions et les réalisations de cette Cité-État qui veut devenir le modèle de la « cité branchée ». Selon VTA, Veille technologique Asie du 20.06.06, Singapour lance « le plan iN 2015 (Intelligent Nation 2015) pour transformer la ville en un immense réseau intelligent, desservi en 100 gigabits/s ».

Corée du Sud

Chiffres : 33,9 millions d'utilisateurs en 2006 (67,0 %, dont plus de 95 % disposent du haut débit), avec une croissance de 78,0 % entre 2000 et 2006.

Ce pays est le paradis des fournisseurs de services interactifs en ligne comme pour les internautes qui disposent du réseau d'accès à l'Internet sur téléphone mobile le plus rapide du monde (68 % de la population en est équipée). Le trafic domestique sur Internet concerne 85 % des échanges, alors qu'il était pratiquement nul il y a quelques années.

Taiwan

Chiffres : 13,8 millions d'utilisateurs en 2006 (60,3 %), avec une croissance de 120,4 % entre 2000 et 2006.

Annexes

Internet Usage and Population Statistics for Asia²⁴

	Population (2006 Est.)	Internet Users, (Year 2000)	Internet Users, Latest Data	Penetration (% Population)	(%) Users	Use Growth
Asia Only	3.667.774.066	56.4 %	394.872.213	10.8 %	36.4 %	245.5 %
Rest of the	2.831.922.994	43.6 %	691.378.690	24.4 %	63.6 %	180.3 %
WORLD	6.499.697.060	100.0 %	1.086.250.903	16.7 %	100.0 %	200.9 %
Countries ²⁵	Population (2006 Est.)	Internet Users, (Year 2000)	Internet Users, Latest Data	Penetration (% Population)	(%) Users in Asia	Use Growth
<u>Azerbaijan</u>	8,388,479	12,000	678,800	8.1 %	0.2 %	5,556.7 %
<u>Bangladesh</u>	136,138,461	100,000	300,000	0.2 %	0.1 %	200.0 %
<u>Bhutan</u>	796,314	500	25,000	3.1 %	0.0 %	4,900.0 %
<u>Brunei</u>	393,568	30,000	56,000	14.2 %	0.0 %	86.7 %
<u>Cambodia</u>	15,017,110	6,000	41,000	0.3 %	0.0 %	583.3 %
<u>China</u>	1,306,724,067	22,500,000	123,000,000	9.4 %	31.1 %	446.7 %
<u>Hong Kong SAR</u>	7,054,867	2,283,000	4,878,713	69.2 %	1.2 %	113.7 %
<u>India</u>	1,112,225,812	5,000,000	60,000,000	5.4 %	15.2 %	1,100.0 %
<u>Indonesia</u>	221,900,701	2,000,000	18,000,000	8.1 %	4.6 %	800.0 %
<u>Japan</u>	128,389,000	47,080,000	86,300,000	67.2 %	21.9 %	83.3 %
<u>Kazakhstan</u>	14,711,068	70,000	400,000	2.7 %	0.1 %	471.4 %
<u>Korea, North</u>	23,312,595	-	-	-	-	n/a %
<u>Korea, South</u>	50,633,265	19,040,000	33,900,000	67.0 %	8.6 %	78.0 %
<u>Kyrgyzstan</u>	5,377,484	51,600	280,000	5.2 %	0.1 %	442.6 %
<u>Laos</u>	5,719,497	6,000	25,000	0.4 %	0.0 %	316.7 %
<u>Macao SAR</u>	490,696	60,000	201,000	41.0 %	0.1 %	235.0 %
<u>Malaysia</u>	27,392,442	3,700,000	11,016,000	40.2 %	2.8 %	197.7 %
<u>Maldives</u>	298,841	6,000	19,000	6.4 %	0.0 %	216.7 %
<u>Mongolia</u>	2,568,204	30,000	268,300	10.4 %	0.1 %	794.3 %
<u>Myanmar</u>	54,021,571	1,000	78,000	0.1 %	0.0 %	7,700.0 %
<u>Nepal</u>	25,408,817	50,000	175,000	0.7 %	0.0 %	250.0 %
<u>Pakistan</u>	163,985,373	133,900	10,500,000	6.4 %	2.7 %	7,741.7 %
<u>Philippines</u>	85,712,221	2,000,000	7,820,000	9.1 %	2.1 %	291.0 %
<u>Singapore</u>	3,601,745	1,200,000	2,421,000	67.2 %	0.6 %	101.8 %
<u>Sri Lanka</u>	19,630,230	121,500	200,000	1.4 %	0.1 %	130.5 %

²⁴ Internet World Stats, mise à jour : 18 septembre 2006.

Taiwan	22,896,488	6,260,000	13,800,000	60.3 %	3.5 %	120.4 %
Tajikistan	6,620,008	2,000	5,000	0.1 %	0.0 %	150.0 %
Thailand	66,527,571	2,300,000	8,420,000	12.7 %	2.1 %	266.1 %
Turkmenistan	6,723,715	2,000	36,000	0.5 %	0.0 %	1,700.0 %
Uzbekistan	26,311,197	7,500	880,000	3.3 %	0.2 %	11,633.3 %
Vietnam	83,944,402	200,000	10,711,000	12.8 %	2.7 %	5,255.5 %

L'intranet, présentation générale

Un **intranet** est un ensemble de services Internet accessibles uniquement à partir des postes d'un réseau local, ou d'un ensemble de réseaux définis et invisibles et inaccessibles de l'extérieur.

Dans une entreprise, l'intranet permet de mettre facilement des documents divers et variés (textes, images, vidéos, sons, ...) à la disposition des employés ; d'avoir un accès centralisé et cohérent à la mémoire de l'entreprise (on parle ainsi de *capitalisation de connaissances*). Il est généralement nécessaire de définir pour les utilisateurs de l'intranet des droits d'accès aux documents présents sur celui-ci, et par conséquent une authentification de ceux-ci afin de leur permettre un accès personnalisé à certains documents.

Voici quelques unes des fonctions qu'un intranet peut offrir :

- Mise à disposition d'informations sur l'entreprise (panneau d'affichage) ;
- Mise à disposition de documents techniques ;
- Moteur de recherche de documentations ;
- Un échange de données entre collaborateurs ;
- Annuaire du personnel ;
- Gestion de projet (la fonction *groupware*, qui permet un travail coopératif est très intéressante), aide à la décision, agenda, ingénierie assistée par ordinateur ;
- Messagerie électronique ;
- Forum de discussion, liste de diffusion, chat en direct ;
- Visioconférence ;
- Portail vers l'Internet (pour personnes autorisées).

Ainsi, un intranet favorise la communication au sein de l'entreprise et limite les erreurs dues à la mauvaise circulation d'une information. L'information disponible sur l'intranet doit être mise à jour en évitant les conflits de version.

Beijing Netcafes Get Big Brother Monitoring

ChinaTechNews²⁶, 20/06/2006

A new netcafe computer management software will be installed free of charge in all legally-registered netcafes in Beijing by the end of this year to help the government supervise the operation of these netcafes.

The software can directly feed netcafes' information to a government supervision department via the Internet. Information that can quickly be sent include the user's name, ID number and the content the user browses online.

The Beijing Municipal Culture Department will be primarily responsible for installing and maintaining the system.

According to a technician from the Beijing Municipal Public Security Bureau, an information security protection rule in Beijing will be unveiled in August 2006.

²⁵ Liste réduite.

²⁶ **ChinaTechNews**, edited by a dedicated team, owned and financed by BDL Media, a Hong Kong-based multimedia company, is the only daily English-language technology website on China's changing technology landscape.